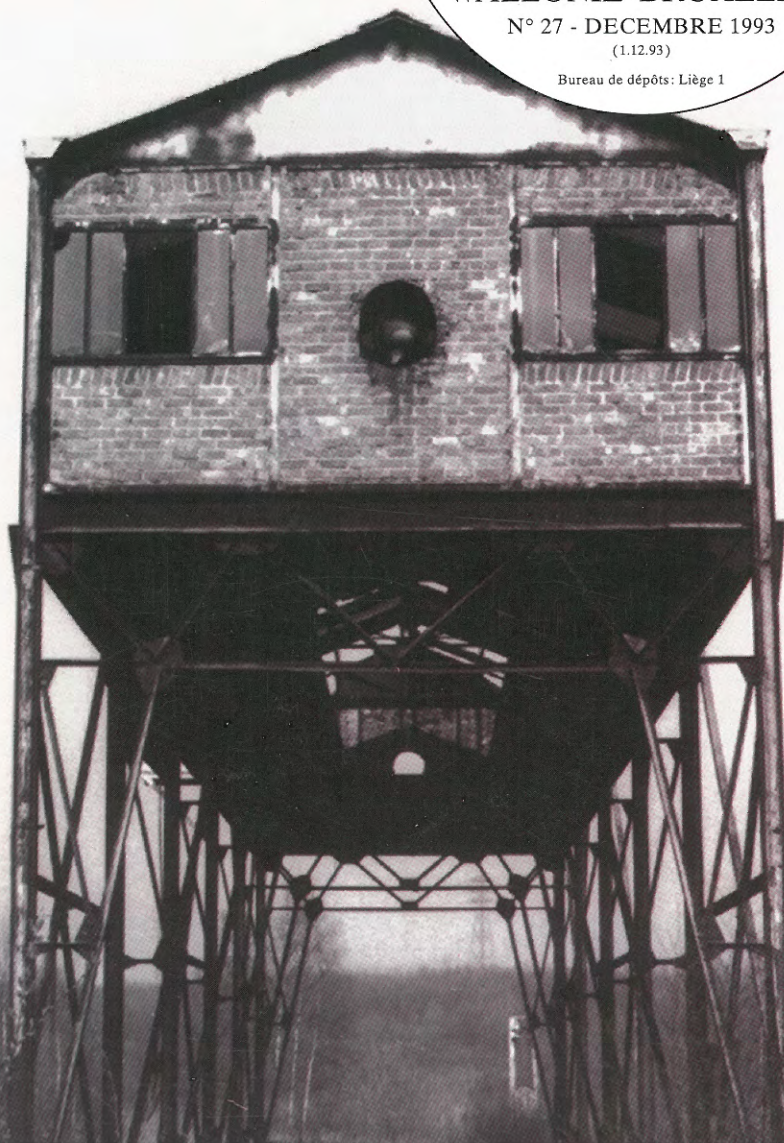


Bulletin Trimestriel de l'asbl
**PATRIMOINE INDUSTRIEL
WALLONIE-BRUXELLES**

N° 27 - DECEMBRE 1993
(1.12.93)

Bureau de dépôts: Liège 1



Sommaire

Articles

CLAUDE GAIER

*Une source intéressante pour l'archéologie industrielle:
l'Annuaire Général de Belgique* 1

ANDERS FLORÈN

*La métallurgie suédoise et « wallonne » aux débuts de la période
industrielle: un projet d'étude comparative* 10

Notes 17

Protection 24

Publications 28

Vie de l'association 32

Infos 36

N'OUBLIEZ PAS VOTRE COTISATION

Cotisations annuelles

- Membre individuel effectif 500 FB
- Associations culturelles 750 FB
- Associations commerciales 1.000 FB
- Entreprises, membres protecteurs 3.000 FB

Une source intéressante pour l'archéologie industrielle: l'Annuaire Général de Belgique

L'abondance des sources documentaires, écrites et iconographiques, caractérise l'époque contemporaine. Cependant, il arrive que des informations concernant l'archéologie industrielle se trouvent ou, plus exactement, se cachent dans des documents que leur banalité quotidienne empêche de considérer comme intéressants a priori. C'est le cas des annuaires commerciaux, ces recueils qui se donnent pour but, année après année, de répertorier les entreprises appartenant à diverses branches des secteurs secondaires et tertiaires.

Parmi les plus notoires de ce pays a figuré naguère l'«Annuaire Général de la Belgique industrielle, commerciale, maritime et coloniale», mieux connu sous le sigle A.G.B, un fort volume, voisinant le millier de pages, publié de 1921 à 1972. Ce type de recueil n'échappe évidemment pas aux défauts habituels du genre. D'abord, les informations qu'il répercute valent ce que valent les renseignements – rassemblés avec les difficultés que l'on imagine – qui le composent. Souvent, ne sont retenues que les entreprises acceptant d'y figurer par une insertion payante, sous forme soit d'une annonce, soit d'une simple rubrique. Encore celles-ci se présentent-elles sans contrôle objectif préalable mais avec, tout de même, le minimum d'auto-censure qu'entraîne la menace de l'œil critique d'un concurrent. Lorsque l'annuaire ne se limite pas aux mentions contractuelles et nourrit l'ambition de refléter l'ensemble des professions, il n'atteint pas nécessairement cet objectif en raison des dif-



Etablissements Bettonville, Verviers.

ficultés d'accéder à l'information ou à la volonté de certains industriels de rester discrets.

Il importe donc d'utiliser ce genre de source avec précaution et en opérant des contrôles par recoupement. Mais il serait regrettable de l'écarter en raison de ses limites, puisque de toute manière, tout document, quel qu'il soit, peut être sujet à caution.

Nous nous livrons ici à un examen détaillé du tome I, de 1921, à titre d'exemple, car il est caractéristique d'une période où l'économie belge renaît de ses cendres au lendemain de la première Guerre mondiale.

Les séquelles du conflit demeurent bien apparentes dans ce recueil, d'ailleurs, car on y publie ostensiblement plusieurs photos de destructions d'usines par fait de guerre: Roulers, Gand, Beveren, Ardoye, Marchienne-au-Pont, Monceau-sur-Sambre, Angleur, Sclaigneaux, Baelen, Boom, Turnhout, Courcelles, Musson, Opprebais, Lobbes. Ces tristes clichés émanaient du service photographique de l'Armée belge. Pour en terminer avec les vues industrielles, on présente également les installations des ports d'Anvers, de Bruxelles, de Gand, d'Ostende et de Zeebrugge, où l'on découvre évidemment force navires à vapeur et même encore des voiliers, dont un superbe nitratier à quatre mâts, l'«Antoinette».

Le volume débute par des renseignements de type administratif qui ne nous retiendront guère ici: la composition de la famille royale, les agents diplomatiques et consulaires accrédités en Belgique, avec leurs homologues belges à l'étranger, les services ministériels belges, les chambres de commerce nationales et les organisations commerciales belges hors frontières, les ports de Belgique (où celui de Liège – actuellement troisième d'Europe pour le trafic fluvial – ne figure pas encore, en attendant le creusement du Canal Albert), la presse belge, les foires et expositions de 1921, les traités de Paris et de Madrid sur les marques de fabrique...

Suit un chapitre, curieux et substantiel (78 pages) par G. HENRIETTE, *Essai sur la technologie de l'industrie belge*. Cette espèce de géographie économique ne manque pas d'intérêt en raison d'abord de son découpage du pays en régions «caractéristiques», qui ne sont pas tout à fait des divisions naturelles classiques puisque l'on y trouve une «région houillère» – qui inclut en fait l'essentiel de l'industrie lourde, métallurgique et chimique – et une «région des carrières». En dehors des descriptions d'activités, presque toutes héritées de la Révolution industrielle du XIX^e siècle, on y glanera quelques considérations sur des survivances archaïques, telles la clouterie de Fontaine-l'Évêque ou l'émaillerie et le colportage de Gosselies, au souvenir alors vivace.

La liste proprement dite des entreprises fait suite à ce chapitre. Celles-ci se répartissent en vingt-sept groupes d'industries, où l'on énumère

chaque fois les raisons sociales ainsi que les adresses des firmes concernées, distribuées elles-mêmes en sous-groupes. Le textile, la métallurgie et la chimie s'y taillent la part du lion, mais aussi l'agro-alimentaire, l'industrie du cuir et de la chaussure, l'import-export... On ne s'étonnera pas de trouver dans ces diverses listes des biens dont les producteurs belges ont disparu ou ont perdu de leur importance au cours des soixante-dix dernières années: ainsi les «denrées coloniales, les sucreries (alors au nombre de trente-huit!), les fabriques d'armes et de munitions à caractère familial, les producteurs d'automobiles et de carrosserie, les «petites» banques, les briqueteries et cimenteries, les carrières et fabriques de matériel pour cette industrie, les produits réfractaires, les fabriques de moteurs et accessoires électriques, la fonderie, la petite métallurgie, le matériel pour chemin de fer, la papeterie, la quincaillerie, l'industrie du tabac, la verrerie sous toutes ses formes, la dentelle.

Le Congo belge constitue un chapitre séparé, assorti d'un aperçu de l'économie de la colonie, où le Katanga occupe une place privilégiée. L'empire africain est présente comme un élément fondamental du redressement de la Belgique dans l'après-guerre, propre à assurer l'indépendance de ses ressources par rapport aux pays étrangers.

L'essentiel de l'annuaire est occupé par des annonces réparties elles aussi selon les groupes industriels évoqués ci-dessus. Cette section reflète évidemment les conceptions de l'époque en matière de commercialisation et d'art publicitaire. On y perçoit une période qui reste tributaire du genre «réclame», prolongement de la fin du siècle précédent, et n'est pas encore atteinte par la vague de «modernisme» qui va caractériser la fin des années 1920 et les années 1930.

Qu'est-ce que l'amateur d'archéologie industrielle peut tirer de cette publicité d'un autre âge? Selon le type d'annonce – et toujours avec l'esprit critique évoqué en tête de cet article – divers types de renseignements sont à glaner dans cette matière.

Certaines réclames se passent d'illustration. Elles se bornent à un texte informatif énumérant les produits et les réalisations de l'entreprise concernée. Ces données ne manquent cependant pas d'intérêt au plan technique. Ainsi la publicité de FORAKI est d'une remarquable densité à cet égard et mérite d'être transcrite ci-après:

FORAKI

Société anonyme belge d'entreprise de forage et de fonçage

Capital: 5.000.000 de francs

Siège social: 24, rue de l'Association, BRUXELLES

Division française: 5, rue de Surène, PARIS

Forages à forfait au trépan et au diamant
Sondages souterrains, recherches et études minières

Reconnaissance parfaite des terrains par sondages avec ou sans injection d'eau.

Obtention de Carottes et jaugeage des venues d'eau sur toute la hauteur du sondage.

Fonçage de Puits

A niveau vide, à niveau plein, par forage, par cimentation, et plus spécialement par le procédé de la congélation perfectionnée.

46 puits terminés – 31 puits en fonçage en Belgique, en France, en Allemagne, en Autriche, en Russie, en Angleterre et dans le Limbourg hollandais.

2 puits à Winterslag (Limbourg belge) pour les charbonnages de Winterslag, diamètre 6 m, profondeur 428 m; 2 puits à Waterschey (Limbourg belge) pour les charbonnages André Dumont-sous-Asch, diamètre 6 m, profondeur 510 m; 2 puits à Hensies pour les Charbonnages d'Hensies-Pommerœul, diamètre 5 m 80 et 4 m 20, profondeur 200 m; 2 puits à Eysden (Limbourg belge) pour les Charbonnages Limbourg-Meuse, diamètre 6 m 10, profondeur 700 m; 2 puits à Zolder (Limbourg belge) pour les Charbonnages de Helchteren et Zolder, diamètre 6 m, profondeur 790 m; 2 puits pour la Compagnie des Mines de Gouy-Servins (Pas-de-Calais), diamètre 6 m, profondeur 1.000 m; 2 puits pour la Compagnie des Mines de Vimy et de Fresnoy (Pas-de-Calais), 6 m de diamètre, 1.000 m de profondeur.

Parfois, on se contente pour tout élément graphique, de reproduire la marque et le logo de la firme: c'est le cas de la société de cinéma **Gaumont**, à Bruxelles, ou pour le «Saint Antoine» des **Verreries** du même nom à Quaregnon, ou encore la **Manufacture Nationale d'Ardoises pour Ecoliers Henri Pirson** à Bruxelles...



MANUFACTURE NATIONALE
D'ARDOISES
POUR ÉCOLIERS
H. PIRSON
BRUXELLES

14, RUE DE MOERKERKE, 14

Ardoises factices (en carton)
Ardoises naturelles

Crayons d'ardoises
Objets pour écoliers

EXPORTATION

Société Anonyme des
Fonderies & Forges S^t-Joseph
à COUVIN (Belgique)

Succursales à ANHÉE s Meuse (Belgique) et à VUGHT-lez-Bois-le-Duc (Hollande)

Fondée en 1888

Siège social à COUVIN

Fondée en 1888

*Heating apparatuses of
all kinds and in all sizes
(gas, coal, wood, petro-
leum).*

*Articles for buildings and
for domestic purposes.*

Small mechanisms.

*Polishing, nickelling and
enamelling workshops.*



*Aparatos de calefacción de
todas clases y de todos ta-
maños (a gas, a carbón, a
madera, a petróleo).*

*Ferretería : artículos para
construcciones y baterías de cocina.*

Talleres de Mecánica, en pequeño.

Talleres de Pulimento, Niquelado y Esmaltado.

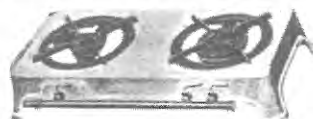


*Appareils de chauffage en tous genres et de toutes
grandeurs (au gaz, au charbon, au bois, au pétrole).*

Articles de bâtiment et de ménage.

Petite mécanique.

Ateliers de polissage, nickelage et émaillage.



*Heizapparate aller Art
und aller Grösse (für
Gas, Kohlen, Holz und
Steinöl).*

*Bauartikeln und Haus-
altungsartikeln.*

Kleine Mechanik.

*Glättungs, Vernickelungs
und Emailirungs Werk-
stätte.*



*Apparecchi per riscaldamen-
to d'ogni genere e grandezza
(a gas, a carbone, a legna,
a petrolio).*

Articoli per costruzioni e da casa.

Piccola meccanica.

Officina di pulitura, nichelatura e smalte.

D'autres annonces ajoutent au texte l'illustration de produits caractéristiques; telles les **Fonderies et Forges St-Joseph à Couvin** avec des appareils de chauffage, les **Ateliers L. Rocour d'Ans-lez-Liège** avec des marteaux pneumatiques, alors en cours de généralisation dans les mines, la **Tannerie et Fabrique de Courroies Edgard Fuarneaux-Moineau de Gilly** figurant des enroulements de courroies de transmission, la **Fabrique Mécanique de Sabots et Brides à Sabots H. Collignon, d'Ath**, avec ces chaussures de bois, jadis répandues non seulement dans le monde rural mais aussi en usine.

Quelques machines sont illustrées. Les plus finement rendues sont celles figurées au trait, comme sur le splendide cliché d'une machine d'apprêt présentée par le constructeur **Jean Valençon de Verviers** (Hodimont). Des simili-gravures photographiques apparaissent aussi, mais moins heureuses, en raison de la qualité médiocre du papier de l'annuaire à cette époque.

Enfin il existe toute une catégorie de représentations graphiques dignes d'attention. Elles appartiennent à un genre bien connu, dont elles constituent la survivance: les vues cavalières d'entreprises, qui firent surtout florès à la fin du XIX^e siècle. On connaît les limites du genre: exagération des proportions, inexactitudes, amalgame d'éléments architectu-

Société Anonyme
des Ateliers

L. ROCOUR

ANS (iez-Liège)

CONSTRUCTION EXCLUSIVE DES

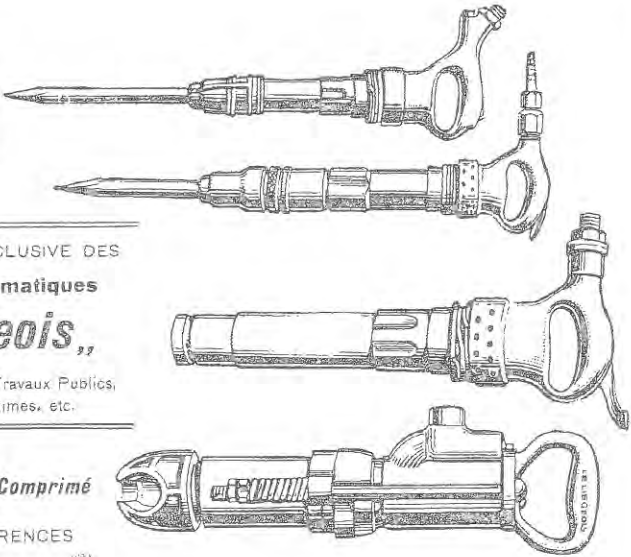
Marteaux Pneumatiques

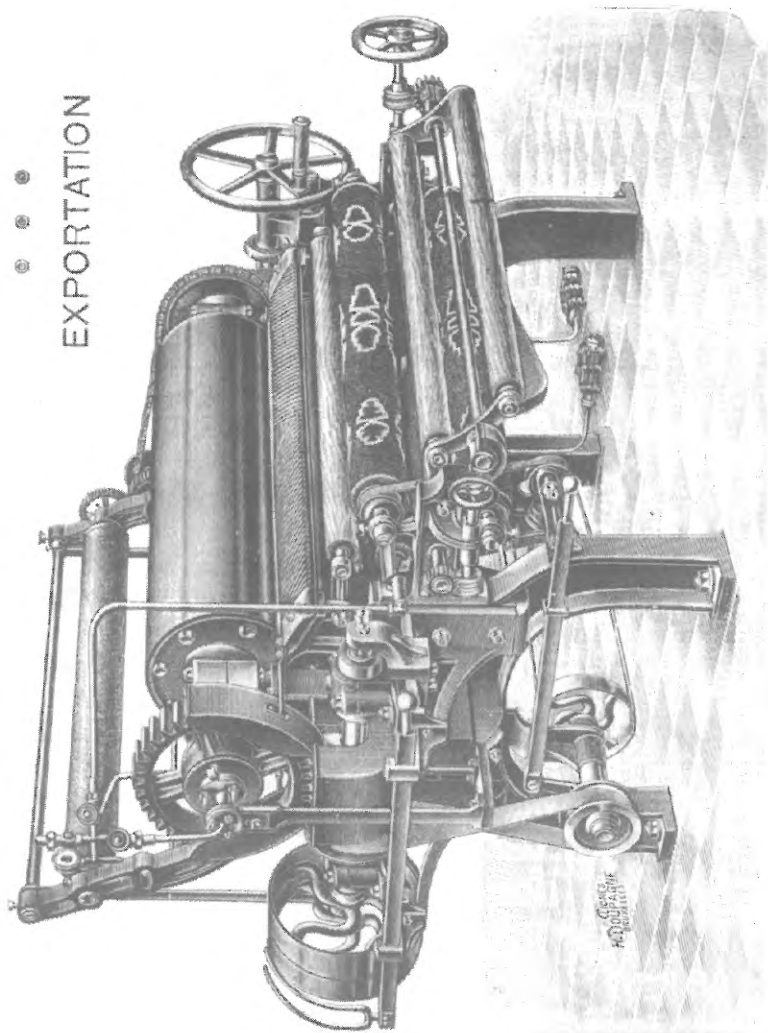
"Le Liégeois,,

pour Mines, Carrières, Travaux Publics,
Constructions Maritimes, etc.

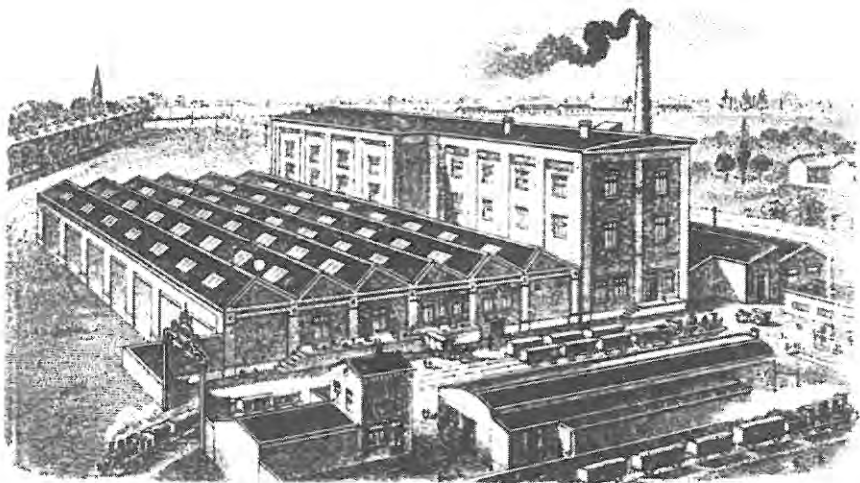
Installation complète
d'Air Comprimé

NOMBREUSES RÉFÉRENCES





Machine d'apprêt du constructeur Jean Valençon, Verviers.



Kwatta S.A. à Bois-d'Haine.

raux, réels et en projet sinon démolis... Il n'empêche que, faute de mieux, ces vues ont souvent le mérite de restituer l'allure générale d'entreprises aujourd'hui profondément altérées voire disparues. Certaines ont un aspect grandiose: ainsi les **Etablissements Bettonville, de Verviers**, dont on sait que la partie subsistant aujourd'hui doit devenir le siège d'un complexe muséal, abritant notamment un Musée National de la Laine, la **S.A. des Cristalleries de Manage** ou la **S.A. des Nouvelles Emailleries de Gosselies...** D'autres ont une dimension plus modeste mais témoignent tout de même d'une certaine ampleur: **KWATTA S.A. à Bois-d'Haine**, la **Fabrique de Boulons, Rivets, Crampons, Vis, Tire-Fonds Joseph Meurice, à Gilly**, la **Manufacture de Chaussures Corneil Jemine, à Dison**. D'autres enfin apparaissent visiblement comme de petites entités familiales. C'est le cas du pipier bien connu **F. Wingender à Chokier**, qui avait alors étendu ses activités à la fabrication de bouchons en liège de Catalogne.

On remarque qu'aucune de ces vignettes n'est récente. Les moyens de transport qui s'activent à proximité des lieux de travail représentés sont des véhicules hippomobiles et des wagons tractés par des locomotives archaïques. Les annonceurs ont dû puiser dans des stocks de clichés remontant au début du siècle, voir plus anciens encore.

Ces quelques réflexions à propos du premier volume de l'«Annuaire Général de Belgique» ont seulement pour but d'attirer l'attention sur une source méconnue, parmi d'autres, dont les amateurs d'archéologie industrielle pourront tirer parti et dont les nombreuses facettes apporteront réponse à divers types d'interrogations.

Claude GAIER



Vue de l'usine F. Wingender à Chokier.

Peu avant de mettre cet article sous presse, paraît, sous la plume de Jean-Louis VAN BELLE, dans le Bulletin du Crédit Communal, n°183, 1993/1, pages 43-60, un bel article intitulé: «Papier à lettres commercial: source mal connue pour la connaissance de la topographie historique des villes. Essai de typologie». Cette étude, abondamment illustrée, fait une large place à la représentation des lieux de production sur les anciens en-têtes de lettres. La coïncidence des deux articles témoigne de l'intérêt qui s'attache désormais, chez les chercheurs patentés, à ce genre de document d'histoire et d'archéologie industrielles.

La métallurgie suédoise et « wallonne » aux débuts de la période industrielle : un projet d'étude comparative

Proto-industrie et métallurgie

Durant les années '70, on a fortement remis en question la vision traditionnelle selon laquelle l'émergence de la société industrielle fut un processus révolutionnaire, c'est-à-dire inattendu et rapide. A l'opposé de cette vue « classique », la thèse nouvelle affirmait un processus historique de longue durée et plongeant directement ses racines dans le développement des sociétés agraires elles-mêmes. Afin de décrire ce type de développement, on forgea le concept de « proto-industrialisation » ; concept par lequel on entendait désigner une production rurale de biens manufacturés, basée sur le travail familial des paysans¹.

C'est dans ce contexte que le développement de l'économie de la Flandre au début des temps modernes, fruit d'un accroissement de la production rurale dont les surplus furent tôt commercialisés et d'une industrie textile déjà fort développée, fut présenté par l'historien américain Franklin Mendels comme l'archétype idéal du mode de production proto-industrielle. Si les historiens belges avaient certes déjà conçu auparavant un processus de développement similaire, l'étude de Mendels eut néanmoins pour effet de susciter un renouvellement du débat². Centrée au départ sur l'industrie textile, la discussion déborda de son cadre initial, certains historiens belges jugeant nécessaire d'inclure également dans la problématique, l'activité charbonnière et la métallurgie, et notamment la clouterie et l'armurerie³. En Suède par contre, cette nouvelle perspective de recherche ne rencontra guère de succès, sans doute parce que l'industrie textile à domicile n'y joua guère de rôle important avant la seconde moitié du XVIII^e siècle, que ce soit comme source de revenu domestique pour les paysans ou comme élément du processus d'industrialisation. C'est que, pour l'économie suédoise comme pour une part notable de l'économie de Wallonie, la métallurgie, grande absente des débats initiaux relatifs à la proto-industrialisation, occupait en fait une place centrale⁴...

Pour être juste, il faut cependant reconnaître que pour les historiens qui eurent recours au concept d'« industrie rurale » avant la modélisation de Mendels, comme Joan Thirsk ou Hermann Kellenbenz, l'industrie lourde (mines, fourneaux et forges) était clairement visée par leur problématique⁵. Dans la même perspective, lors du huitième Congrès interna-

tional d'histoire économique de Budapest en 1982, Pierre Deyon et Franklin Mendels mentionnèrent également la métallurgie comme relevant de manière exemplaire du concept de «proto-industrie»⁶. Ceci n'empêcha pas le congrès suivant de s'intéresser presque exclusivement aux problèmes de l'industrie textile! Au congrès suivant, à Berne en 1986, les mêmes tendances réapparurent et les discussions se focalisèrent cette fois sur les relations entre l'industrie rurale et l'industrie urbaine, ainsi que sur les processus de dépeuplement des villes dans les Pays-Bas, surtout de Flandre et de Brabant⁷. Depuis, la situation semble avoir évolué et, dix ans après le congrès de 1982, plusieurs historiens se sont attachés à traiter de l'industrie lourde dans une perspective «proto-industrielle»⁸.

Sur le plan conceptuel, la notion de proto-industrialisation n'était pas exempte de faiblesses. Axée essentiellement sur l'industrie textile, par exemple, la recherche dans ce domaine se focalisa un temps presque exclusivement sur les caractéristiques démographiques de l'industrie domestique. Comme représentation historique par ailleurs, il semble également que le concept de proto-industrialisation procédât d'une conception téléologique de l'histoire, relevât en définitive d'un pré-supposé théorique qui assigne aux événements une direction unique et inéluctable⁹. Indépendamment de ces faiblesses, il faut aussi signaler l'existence d'autres orientations de recherche, davantage centrées sur la question de l'organisation sociale du travail. Faiblement souligné par Mendels, ce dernier aspect de la production proto-industrielle fut ainsi au centre des préoccupations d'une série d'historiens allemands comme Peter Kriedte, Hans Medick ou Jurgen Schlumbohm¹⁰. De même, c'est pour échapper au piège d'une conception finaliste et éviter l'écueil d'une prise en considération exclusive de l'industrie rurale, que l'historien anglais Maxime Berg choisit de parler en terme de «réseau» de production, celui-ci devant être appréhendé comme renvoyant à un concept «spatio-social»¹¹. Dans cette dernière approche problématique, le réseau «proto-industriel», se caractérise par les rapports entre unités de production rurales et urbaines, les unes concentrées en usines, les autres dispersées en «*putting-out*», c'est-à-dire sur des sites de production générant des structures sociales distinctes, chaque phase du processus de production amenant un mode d'organisation sociale propre: paysans indépendants, ouvriers salariés, artisans etc.

Ces variations du statut social des différents agents de production provoquèrent des tensions et des conflits quant à l'insertion des individus dans le réseau et quant à la reproduction du réseau lui-même. Un facteur essentiel pour comprendre ici les conflits au sein-même de certaines unités de production, voire entre ces dernières, réside à notre avis

dans les contradictions, tant en termes d'intérêts qu'en termes de mentalités, entre les familles de producteurs qui formaient la base de la structure de production, et les perspectives du marchand ou de l'entrepreneur capitaliste¹². L'avantage d'un tel regard sur la topologie de production conçue comme un réseau, est qu'il permet un rapprochement entre la problématique de la métallurgie et le débat international sur le concept de proto-industrialisation. Sur cette base, il devrait être possible de déceler et de préciser de nouveaux aspects du développement de l'industrie du fer et, plus largement, d'enrichir la réflexion sur le processus de développement industriel en général qui, jusqu'à présent, ne s'est guère alimentée que des seules conclusions tirées des prémices de l'industrie textile.

Une comparaison géographique et sociale

Dans les études sur la proto-industrie textile en Europe, on a souvent insisté sur la profondeur de son imbrication dans le tissu social des campagnes de l'époque, avec comme corollaire, l'insistance mise sur l'impact des relations sociales paysannes sur le processus de développement industriel. Or, le cas de l'industrie textile n'a rien d'exceptionnel à cet égard: autant que le textile, la métallurgie s'est développée en symbiose avec le milieu rural du temps, que ce soit pour l'exploitation des mines, la production de charbon de bois, ou encore le transport, qui constituaient généralement des activités paysannes secondaires. Ainsi en Suède par exemple – c'est vrai surtout pour les XVII^e, XVIII^e siècles, même si dans certaines régions le phénomène survit au XIX^e siècle –, les paysans grâce à leur aptitude à organiser le travail dans une structure collective et corporative, furent également des producteurs de fonte et de fer en barres ou en petits morceaux coupés (*osmund*), qui pouvaient être retravaillés ailleurs. Cette industrie par conséquent, comme l'industrie textile dans le modèle de Mendels, généra de manière précoce une séparation dans le processus de production entre des zones rurales et des régions proto-industrielles.

Dans ce contexte des rapports entre société rurale et proto-industrie, on a souvent défendu l'idée de l'existence d'un lien direct entre la nature et la rapidité de la proto-industrialisation et le caractère plus ou moins féodal des régions concernées. L'idée a conduit logiquement à vouloir établir des comparaisons entre différentes régions susceptibles de vérification, en l'occurrence ici, entre des régions d'Europe occidentale et d'Europe orientale, surtout pour les XII^e et XIII^e siècles¹³. Par ailleurs, les relations sociales pouvant également être influencées par la physionomie du pouvoir d'état, pouvoir dont l'incidence dans les processus de développement proto-industriels n'a guère été étudié, l'idée d'étendre la

comparaison en vue de mesurer l'influence de ce facteur a fait son chemin: c'est précisément entre ces deux axes, les structures sociales dominantes dans l'agriculture, d'une part, et la structure du pouvoir étatique, d'autre part, que l'on devrait essayer de comprendre la formation du réseau de production proto-industriel.

Concrètement donc, il a paru intéressant d'ébaucher une comparaison du développement de la métallurgie dans des régions présentant différents types de structures sociales rurales ainsi que différentes formes d'appareil étatique. C'est dans ce contexte que nous participons, avec un groupe d'historiens russes, à un projet dont le but est de comparer l'évolution de la métallurgie de l'Oural et en Suède¹⁴. La Russie et la Suède en effet, présentent deux types de sociétés très différents: l'une offre des liens féodaux très marqués, des relations commerciales faibles et un appareil d'état relâché, tandis que l'autre se caractérise par des liens féodaux et des relations commerciales faibles, mais par un appareil d'état bien intégré. L'ambition du projet cependant, dépasse le cadre de cette simple comparaison entre deux pays et débouche sur une problématique européenne. Comme la formulation des termes de la comparaison entre la Russie et la Suède le laisse apparaître, il a semblé important, pour mieux mesurer l'importance relative de chaque facteur, d'intégrer l'étude d'une région métallurgique aux relations commerciales plus développées. Comme le choix se réduisait en fait ici à la Wallonie ou à l'Angleterre et que pour la période retenue, qui va d'environ 1600 à 1750, c'est le territoire «belge» qui semblait le plus approprié, c'est lui qui a été finalement retenu.

Quant à cette troisième région, l'agriculture y semble à la fois très commercialisée et individualisée, et d'autre part, traditionnelle, par les fortes structures collectives que constituent les communautés rurales. Si le premier trait est souvent considéré comme un facteur favorable pour le développement proto-industriel, le second, comme Rudolf Braun l'a bien montré, constitue plutôt un frein: les exigences des communautés sur les familles villageoises pouvaient provoquer de grosses difficultés lors de l'installation d'établissements nouveaux¹⁵. Cette dernière constatation cependant, se vérifie surtout lorsque la nouvelle occupation est organisée selon le modèle de «*putting out*» caractéristique du capitalisme marchand, modèle qui implique une nouvelle relation, de nature non-collective, entre la famille et le marchand. Pour le reste, de telles structures collectives peuvent aussi jouer un rôle positif, lorsque la nouvelle production par exemple, exige un travail ou des investissements communs, comme ce fut le cas pour la majorité des mines de fer et des haut-fourneaux suédois aux Temps modernes.

A première vue, il semble que les deux types de structures sociales rurales évoquées plus haut, correspondent à deux segments différents du réseau de production en Wallonie: la clouterie et l'armurerie sont organisées en «*putting out*» autour des villes de Liège et Charleroi et la production de fonte et de fer en barres dans le Luxembourg et l'Entre-Sambre-et-Meuse. Cela ne signifie pas que la différence de structure sociale entre les régions puisse expliquer seule un développement dissimilaire, mais bien qu'il s'agit d'un facteur de production important justifiant des lieux d'implantation différents, notamment du point de vue du recrutement de la main-d'œuvre.

Du point de vue social, la métallurgie ne témoigne pas, que ce soit en Suède ou en Wallonie, d'une structure uniforme. Malgré l'influence croissante de certains groupes de bourgeois au cours du XVI^e siècle, des paysans et artisans indépendants ont conservé un rôle prépondérant dans ces deux régions (pour ce qui est des paysans, c'est nettement plus manifeste en Suède qu'en Wallonie). Ces caractères très diversifiés ressortent d'autant mieux à la lumière d'une étude comparative, que l'industrie russe présente de tout autres caractéristiques: les relations sociales y sont homogènes et directement inspirées du régime de propriété féodal, régime dont certains éléments font penser à une organisation de type militaire.

Les formes politiques varient également dans les trois régions. A l'opposé de la Suède, ou de la Russie, l'organisation spatiale du réseau de production en Wallonie était traversée de frontières nationales, encore que les différentes «nations» ne fussent pas des entités bien intégrées. Les Pays-Bas du Sud, pas plus que la Principauté de Liège, ne développèrent d'administration centralisée. Henri Pirenne ne caractérisa-t-il pas leur situation comme une «monarchie absolue, teintée d'un fort particularisme». Quoiqu'une certaine centralisation du pouvoir ait eu lieu au milieu du XVIII^e siècle, surtout dans les Pays-Bas autrichiens, on ne créa pas, comme en Suède ou en Russie, d'administration spécialisée pour la surveillance de l'industrie, et plus spécialement de l'industrie du fer. Or, les structures politiques décident de la forme et de l'intensité de l'intervention de l'Etat dans l'industrie. Si la sidérurgie suédoise fut bien encadrée, ses établissements ne furent cependant pas propriétés d'Etat, comme ce fut le cas en Russie. Et la surveillance minutieuse qu'on réussit à instaurer en Suède, fruit d'une administration bien construite et centralisée, fut semble-t-il, inexistante dans les régions wallonnes.

En première analyse, il semble donc que le réseau de production de Wallonie ait été assez différent des réseaux suédois ou russe, tant au niveau des structures sociales qu'au niveau de l'intervention étatique.



**Un village de «paysans-mineurs» en Suède au XIX^e siècle;
site sidérurgique traditionnel où l'habitat «paysan» est centré autour du fourneau,
propriété collective du village.**

Les quelques éléments de conclusion avancés ici sont cependant provisoires et restent très fragiles. En fait, beaucoup de travail reste à faire pour mieux comprendre le dynamisme et les caractères des industries du fer wallonne, suédoise et russe, dans le contexte de la période pré-industrielle européenne. Si les questions sont nombreuses, elles concernent principalement quatre aspects: les relations entre l'Etat et la production proto-industrielle; les rapports entre la société rurale et l'industrie dans les différents maillons du réseau de production; l'organisation et la dynamique sociales dans ces différents maillons; et enfin, le problème de la reproduction du réseau de production lui-même.

Anders FLOREN, docteur en histoire
docent de l'Université d'Uppsala
Historiska Institutionem
St Larsgaten, 2 S-75 310 Uppsala
Suède

Notes

- 1 Pour une présentation historiographique, voir CANNADINE (D.), *The present and the past in the English industrial revolution 1880-1980* (Past & Present, n°103), 1984. Cannadine n'aborde cependant pas lui-même le débat sur la proto-industrialisation. A ce propos, voir par exemple VERLEY (P.), *La révolution industrielle anglaise. Une révision*, dans *Annales ESC*, t. XLVI, 1991, n°3.
- 2 VANDENBROEKE (Ch.), *Le cas flamand. Evolution sociale et comportements démographiques aux XVII^e-XIX^e siècles*, dans *Annales ESC*, t. XXXIX, 1984. Voir également la réplique de MENDELS (F.) : *Des industries rurales à la proto-industrialisation. Historique d'un changement de perspective*, dans *Annales ESC*, t. XXXIX, 1984.
- 3 SERVAIS (P.) *Les structures agraires du Limbourg et des pays d'outre-Meuse du XVI^e au XIX^e siècles*, dans *Annales ESC*, t. XXXVII, 1982. GUTMAN (M.-P.) et LEBOUTTE (R.), *Rethinking proto-industrialization and the family*, dans *The Journal of Interdisciplinary History*, t. XV, 1984. Dans DORBAN (M.), *La sidérurgie luxembourgeoise au XVIII^e siècle*, dans *La sidérurgie aux XVII^e et XIX^e siècles: aspects technologiques, économiques et sociaux*, La Louvière, 1987, l'auteur montre un changement de comportement «proto-industriel» de la nuptialité chez les paysans attachés à la production sidérurgique.
- 4 Pour une discussion, voir ISACSON (M.) et MAGNUSSON (L), *Proto-industrialization in Scandinavia. Craft skills in the Industrial revolution*, New York, 1987. FLOREN (A.) et RYDEN (G.), *Arbete, hushåll och region. Tankar om industrialiseringsprocesser och den svenska järnhanteringen*, Uppsala 1992.
- 5 THIRSK (J.), *Industries in the countryside*, dans FISHER (F.J.) éd., *Essays in the economic and social history of Tudor and Stuart England*, Cambridge 1961. KELLENBENZ (H.), *Industries rurales en Occident de la fin du Moyen-âge au XVIII^e siècle*, *Annales ESC*, T. XVIII, 1963.
- 6 DEYON (P.) et MENDELS (F.), *La proto-industrialisation: Théorie et réalité*, *Revue du Nord*, t. LXIII, 1981, s. 74.
- 7 VAN DER WEE (H.), *Industrial dynamics and the process of urbanization and deurbanization in the Low Countries from the late Middle Ages to the eighteenth century, a synthesis*, dans VAN DER WEE (H.) éd., *The rise and decline of urban industries in Italy and in the Low Countries*, Leuven, 1988.
- 8 WORONOFF (D.), *L'industrie sidérurgique en France pendant la Révolution et l'Empire*, Paris 1984. Woronoff utilise le concept de proto-industrialisation mais sans en discuter la valeur théorique. Voir aussi: MAGER (W.), *Protoindustrialisierung und Protoindustrie. Vom Nutzen und Nachteil zweier Konzepte*, dans *Geschichte und Gesellschaft*, 1988; LEWIS (G.), *The constraints of a protoindustrial society on the development of heavy industry: The case of coalmining in the south-east of France 1773-1791*, dans MATHIAS (P.) et DAVIS (J.A.) éd., *Innovation and technology in Europe. From the eighteenth century to the present day*, Oxford, 1991; LEVINE (D.) et WRIGHTSON (K.), *The making of an Industrial society. Whickham 1560-1765*, Oxford, 1991.
- 9 BERG (M.), HUDSON (P.) et SONENSCHER (M.) éd., *Manufacture in town and country before the factory*, Cambridge 1983.
- 10 KRIEDE (P.), MEDICK H.) et SCHWIMBOHM (J.), *Industrialization before industrialization*, Cambridge, 1981.
- 11 BERG (M.), *The age of manufactures 1700-1820*, Londres, 1985, s 17.
- 12 FLOREN (A.) et RYDEN (G.), op. cit., s 79 f. L'importance du choix stratégique du ménage est même discutée dans WOOLF (S.) éd., *Domestic strategies: work and family in France and Italy 1600-1800*, Cambridge, 1991.
- 13 KRIEDE (P.), MEDICK (H.) et SCHLUMBOHM (J.), op. cit., s 6. RUDOLF (R.L.), *Agricultural structure and proto-industrialization in Russia. Economic development with unfree labour*, dans *Journal of Economic History*, t. XLV, 1985.
- 14 Ce projet de recherche est présenté dans *Metallurgical works and peasantry. Problems of social organization of industry in Russia and Sweden in the early industrial period*, Ekaterinenbourg, 1992.
- 15 BRAUN (R.), *Industrialisation and everyday life*, 1990.

Notes

○ Le «Chemin de fer des trois vallées» a vingt ans

Les 25 et 26 septembre derniers, Mariembourg et ses environs ont vu défiler tout un ensemble de vieilles machines à vapeur venues saluer, à leur manière, les vingt ans d'existence du «Chemin de fer des Trois Vallées» (CF3V). C'est, en effet, en 1973 que quelques «mordus» rêvèrent de mettre sur pied un musée vivant de la traction à vapeur sur rail. A force de persévérance et de démarches incessantes, le 14 mai 1975, une convention fut signée entre la Société Nationale des Chemins de Fer Belges et l'association «CF3V» accordant à cette dernière l'utilisation de la ligne 132 entre Nîmes et Treignes, fermée quelques années plus tôt. En 1978, le parcours a été prolongé jusqu'à Mariembourg. En 1985, cette association a allongé son parcours entre Mariembourg-Chimay et Chimay-Momignies. Enfin, en 1990, l'exploitation a encore grandi entre Dinant et Givet ainsi que le tronçon Momignies-Anor (France), soit actuellement un réseau de 75 km de ligne exploitée. Si les premières années, le nombre de voyageurs transportés n'était que de 2 à 3.000, en 1992 il est passé à plus de 90.000. Pareil succès méritait de fêter dignement les noces de porcelaine (20 ans) du CF3V par toute une série de manifestations. Les machines appartenant au CF3V – 25 locomotives à vapeur dont 19 sont d'origine belge, la plus ancienne datant de 1884



L'imposant tracteur Case de 1909, propriété de M. Van Damme (Photo Vers L'Avenir).

et la plus récente de 1952 – ont certes constitué l'essentiel de la batterie en démonstration, mais bien d'autres renforts sont venus grossir, cette cavalcade géante tout en panache, à commencer par trois appareils qui sont la propriété de la SNCB; une locomotive du Chemin de Fer luxembourgeois a aussi participé à la fête, de même qu'une réplique de la Marc Seghiné: cette dernière est une machine française encore équipée de roues en bois, le modèle original datant de 1828. Un ancêtre d'origine allemande est également venu cracher sa vapeur à Mariembourg. Ce convoi circule actuellement sur la Vennbahn, un circuit touristique qui part de Raeren, près d'Eupen, et traverse nos Hautes Fagnes. À épingle aussi la présence d'un tracteur à vapeur aussi bruyant qu'insolite de la marque américaine Case, datant de 1909 (voir photo). Cette manifestation grandiose attira à Mariembourg, en cette fin septembre 1993, environ 25.000 personnes, dont beaucoup d'étrangers: Français, Hollandais, Britanniques et surtout Allemands. Nostalgiques de la Belle Époque, passionnés de mécaniques anciennes ou – tout simplement – curieux d'un jour, tous y ont trouvé leur compte et, indirectement, rendu un hommage mérité au dynamique comité du CF3V et à ses quelque 200 membres, tous bénévoles. On trouvera un bon compte rendu illustré de cette «méga-fête» dû à Thierry De Vriese, dans *Le Rappel* de Charleroi du 30 septembre 1993, p. 8.

J.-P. Hx

○ La «Tour Motte» à Mouscron

La tour Motte était un signe monumental qui marquait le paysage entre Luignne et Mouscron. Caractéristique du quartier de la gare, c'était aussi l'un des rares témoins encore visibles, des toutes premières constructions élevées il y a quatre-vingt-cinq ans pour abriter une filature de laine peignée.

Apparemment, cette tour ne répondait qu'à des considérations d'ordre technique. Mais elle pouvait aussi être considérée comme le symbole de la domination économique et sociale exercée par les patrons de l'entreprise Motte sur Mouscron, à l'exemple du «château Motte-Boussu» à Roubaix.

Les «Etablissements Motte & Cie» ont vu le jour en 1907, quand on commença à construire rue du Bornoville une «usine à usage de filature de laines peignées». Ce sont des capitaux français qui sont à l'origine de la société en commandite simple par actions «Motte-Dewavrin & Cie», fondée à Mouscron en 1906. Les gérants de cette société étaient Alphonse Motte-Jacquart et Joseph Motte-Bernard. En 1909, suite à une modification de l'actionnariat, restreint quasiment à la seule famille



**Mouscron, «Tour Motte», 1907-1908,
détruite en 1992 (Photo de l'auteur).**

Motte, fut créée une nouvelle société, de même statut juridique mais appelée «Motte & Cie». Après la Première Guerre mondiale, elle sera transformée en société anonyme «Etablissements Motte & Cie» qui connut le développement que bon nombre de Mouscronnois ont pu apprécier. Les «Etablissements Motte & Cie» tombent en faillite en 1982. Le drapeau noir des ouvriers en grève flotta longtemps sur la tour. L'entreprise défunte est alors reprise par une nouvelle société dénommée «Euromotte» et constituée par le groupe textile Verbeke. Quelque temps après, la Ville de Mouscron a racheté les quelque neuf hectares de bâtiments de ce

qui est devenu le «site Motte». Depuis, une partie en a été détruite, une autre a été revendue, le reste est loué à différents entrepreneurs. Heureusement, les archives Motte, conservées aux Archives de la Ville de Mouscron, permettent d'en savoir beaucoup plus sur cette tour, grâce à la série des factures et autres papiers relatifs à la construction des bâtiments et à l'achat de tous les matériels nécessaires à la filature.

Elevée en 1907-1908, la tour faisait partie d'un bâtiment de l'usine dénommé «Gills». Cette partie de l'établissement était principalement affectée aux opérations d'étirage et de calibrage du fil par métiers «gill-box». On y procédait aussi au séchage du fil dans des séchoirs installés aux étages et capables de traiter 12.000 kilos de laine en dix heures.

Georges Forest, architecte industriel à Tourcoing, dessina les plans de ce bâtiment rectangulaire de 9 x 26,0 mètres. Il comprenait à l'origine une cave «aux campêches», un rez-de-chaussée, un premier et un

deuxième étage. Un réservoir de 120 mètres³ d'eau destiné aux séchoirs recouvrait le bâtiment principal. Une amorce de tour de 4,50 m de côté abritait le mécanisme de l'ascenseur installé par Auguste Verlinde de Lille et doublé par un escalier en fer. Il desservait chaque niveau, de la cave à la terrasse au-dessus du deuxième étage.

Différents fournisseurs et corps de métiers de Mouscron à Paris et à Gand en passant par Gentbrugge, Soignies et Baudour ont été intéressés à la construction de ce bâtiment.

En 1914, l'amorce de tour fut surélevée d'environ six mètres pour atteindre la hauteur de vingt-trois mètres environ, qui sera celle de la tour connue de tous les Mouscronnois. Ce surhaussement devait permettre l'installation d'un bac de 25 mètres³ d'eau destinée à alimenter le système «Grinnell» de protection contre l'incendie par extincteurs-avertisseurs automatiques. Plus de trois cents «sprinklers» furent alors placés dans ce bâtiment par la firme «Mather et Platt» de Manchester. Voilà les principaux éléments que l'on peut tirer des archives Motte au sujet de la construction et de l'utilité première de ce bâtiment et de la tour qui le surmontait. La tour et les deux étages du bâtiment ont été abattus en juillet 1992 par la firme Vereecke d'Izegem. La tour et quelques hangars maintenant détruits appartiennent à la partie du «site Motte» revendue à un groupe textile italo-flamand qui compte y implanter une nouvelle entreprise nommée «Aqualys». Déjà s'élève un tout nouveau bâtiment qui abritera une unité de production de textiles synthétiques.

Claude DEPAUW
Archiviste de la ville de Mouscron

○ **L'ASBL SAICOM (Sauvegarde des Archives industrielles du Couchant de Mons): un centre d'études sur l'industrie houillère du Borinage**

La fermeture en 1976 des Charbonnages d'Hensies-Pommerœul, dernier bastion de l'épopée charbonnière dans la région de Mons-Borinage, mit un terme définitif à l'exploitation houillère dans cette partie du pays.

Pendant tout le XIX^e siècle et une partie du XX^e siècle, le Borinage s'est défini comme une région mono-industrielle axée presque exclusivement sur le charbon¹.

Citons, à ce propos, quelques chiffres significatifs: en 1846, les mineurs représentaient 80 % des ouvriers du Borinage; en 1937, ils constituent encore 52 % de la population ouvrière².

On comprend dès lors aisément l'importance que revêt la sauvegarde des archives des charbonnages du Couchant de Mons pour la compréhension de l'histoire de toute une région. Cette action s'avérait d'autant plus urgente que ce patrimoine était menacé de disparition.

En 1985, deux historiens, Ann Farber, malheureusement disparue aujourd'hui, et Philippe Delforge sont engagés en qualité de C.S.T. par l'asbl «Foyer d'action culturelle et sportive» de Jemappes. Dans le cadre de leurs fonctions, ils ont été amenés à s'intéresser à l'histoire et au passé industriel de la région de Mons-Borinage.

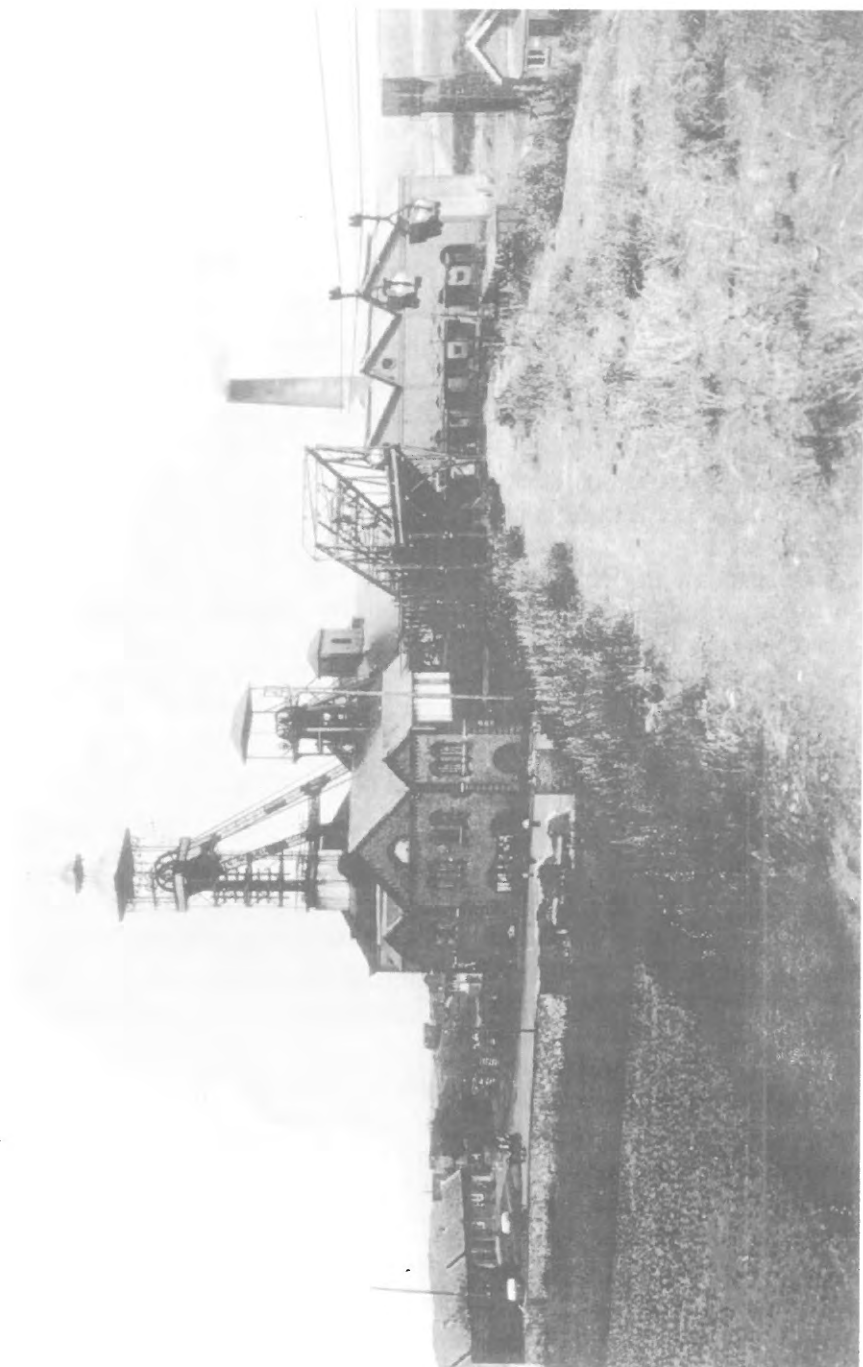
Ils ont ainsi découvert des quantités importantes d'archives des anciens charbonnages abandonnées dans de vieux greniers poussiéreux. Après des démarches multiples et parfois difficiles, ils ont pu récupérer une grande partie de ces archives et celles d'institutions liées aux charbonnages. Des revues et des ouvrages de référence ont également été réunis. Ce travail a débouché sur l'édification d'une banque de données relativement complète donnant le jour à un Centre d'études sur l'industrie houillère du Borinage. Après mai 1987, l'ASBL SAICOM est créée afin de gérer le Centre d'études et d'en assurer l'encadrement scientifique. La logistique administrative et financière est assurée par l'Université de Mons-Hainaut qui lui a procuré des locaux quand la SA des Charbonnages du Borinage en liquidation ne fut plus en mesure de l'abriter.

Notre association a pour objet (article 2 des statuts):

- la sauvegarde, la récupération et l'inventaire d'archives liées à l'industrialisation du Couchant de Mons;
- l'exploitation et la mise à disposition du public de ces archives par le biais du «Centre d'études sur l'industrie houillère du Borinage»;
- l'organisation et la gestion de toute activité pouvant contribuer à préserver le patrimoine historique et culturel de la région de Mons-Borinage.

Comme le suggère ce dernier point, l'ASBL SAICOM se veut un centre de documentation dynamique: organisation du colloque «A la recherche du passé perdu», d'une journée d'études sur les lois de 1791 et 1810 régissant les concessions de mines en Belgique³, participation à la «Journée du Patrimoine», etc...

Ces activités ont été réalisées grâce à un contrat avec le Ministère de la Communauté française. En 1992, une subvention a été allouée à l'asbl par le Ministre de la Région wallonne chargé du Développement technologique et de l'Emploi dans le but de récupérer, à côté des



Boussu-Bois, puits Sentinelle (collection Saicom).

archives, du matériel, de procéder à un inventaire photographique et de collaborer à des expositions.

A ce jour, notre asbl et l'Université de Mons-Hainaut sont dépositaires des fonds suivants:

- Fonds SA des Charbonnages du Borinage⁴
- Fonds SA Charbonnages d'Hensies-Pommerœul
- Caisse Commune d'Assurance des Charbonnages du Couchant de Mons
- Association Houillère du Couchant de Mons
- Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs, section Mons
- Fonds iconographique
- Livres et autres documents donnés notamment par les anciennes usines Henricot, les héritiers d'Edmond Delcourt, par Marinette Bruwier, Vincent Vincke, Mme Pierre Ruelle, etc...

Tous ces documents représentent deux siècles de l'histoire d'une région. En effet, ils ne recouvrent pas seulement l'histoire de l'activité houillère mais aussi celle du développement des voies de communication, des associations patronales et ouvrières ainsi que l'histoire au XIX^e et XX^e siècles.

Assunta BIANCHI
Licenciée en Histoire,
Chercheur au SAICOM

Renseignements: SAICOM asbl – Université de Mons-Hainaut, Rue de la Halle 15, 7000 Mons, Tél-(065) 37 3717 “.

Notes

- 1 Hubert WATELET, *Une industrialisation sans développement, le bassin de Mons et le Charbonnage du Grand-Hornu du milieu du XVIII^e au milieu du XIX^e siècle*, Louvain, Nauwelaerts, 1980
- 2 Jean PUISSANT, *L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage*, Bruxelles, 1982, p. 628-629.
- 3 *Les lois de 1791 et 1810 régissant les concessions de mines en Belgique*, Journée d'études organisée à l'occasion du bicentenaire de ces lois fondatrices, Saicom, Nirny, 1993.
- 4 Ce fonds réunit les archives des cinq dernières sociétés charbonnières du Borinage. En effet, la SA des Charbonnages du Borinage résulte de la fusion des sociétés suivantes:
 - SA des Charbonnages du Levant et des Produits du Flénu;
 - SA des Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons;
 - SA Cockerill, division des Charbonnages Belges et Hornu et Wasmes;
 - SA des Charbonnages du Rieu-du-Cœur et de la Boule;
 - SA des Charbonnages du Hainaut.

○ A propos du classement d'une locomotive à vapeur

Le 20 août 1993, le ministre compétent signait l'arrêté de classement comme «monument» d'une locomotive à vapeur stationnée à Haine-Saint-Pierre.

Cette locomotive du type 26022, construit jusqu'en 1944 par les usines Anglo-Belge et Cockerill, a été rachetée en Autriche après avoir servi en Russie. Elle n'a pas été dénaturée, à l'inverse de certaines de ses semblables qui fonctionnent toujours dans certains pays d'Europe centrale.

La locomotive sera restaurée en Allemagne (estimation actuelle: environ 7 millions de FB), puis intégrée au musée ferroviaire du «chemin de fer à vapeur des Trois Vallées» à Treignes.

Sans vouloir dénigrer le cas même de cette locomotive, qui appartient à un volet technologique du patrimoine industriel et social, son classement ne manque pas néanmoins de soulever des questions.

1. L'article 345-5/a du décret incorporé au CWATUP (Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine) (1992) définit, parmi le «patrimoine immobilier», un monument comme: «toute réalisation architecturale ou sculpturale considérée isolément, y compris les installations et les éléments décoratifs faisant partie intégrante de cette réalisation.

Une locomotive (étymologie: qui permet ou assure le déplacement) est-elle sous l'angle juridique un «monument» de cette sorte? On sait qu'un bien meuble peut être considéré comme «immeuble par destination» lorsqu'il appartient à un immeuble (ou monument). Mais ici, avec quel monument la locomotive ferait-elle bien corps? Elle bouge, par définition.

2. On sait que la locomotive est destinée à l'exposition dans un musée. S'agit-il toujours d'un «monument» au sens du décret dès lors que l'objet doit être intégré dans une collection muséale? N'est-il pas, à ce titre, dépendant d'autres circuits de protection-conservation et, subsidiairement, susceptible d'autres modes de subsideation?

Rappelons que des biens immeubles peuvent être classés comme tels, mais selon une procédure différente de celle du CWATUP. La protection du patrimoine culturel mobilier est de la compétence de la Communauté (loi du 8 août 1988) et son classement s'opère donc suivant la loi du 7 août 1931 qui reste en vigueur en l'espèce. Notre locomotive ne serait-elle pas visée?

3. A un autre niveau, dans l'optique désormais prônée, à bon escient, des classements thématiques, celui de la locomotive est-il correctement justifié sous l'angle scientifique, technique, etc. ?

Des éclaircissements seraient donc bienvenus. D'autant que des mesures de classement de l'un ou l'autre bateau-marchand ou mouche du XIX^e siècle posent en substance les mêmes interrogations sur l'interprétation des textes en usage et sur la finalité exacte des procédures mises en œuvre.

Les concepts en matière de patrimoine immobilier et leurs conséquences paraissent en tout cas évoluer «à toute vapeur». Il ne faudrait pas qu'ils prennent des voies de garage...

(L.-F. G.)

Merci de ses indications au professeur Fr. Haumont.

○ **Inventaire des sites ferroviaires de la province du Luxembourg**

La commission provinciale du Luxembourg de la Commission royale des monuments, sites et fouilles a décidé – dans son combat pour préserver notre patrimoine – d'établir un inventaire des sites ferroviaires, tant pour le réseau de la SNCB que pour celui de l'ex-SNCV. Guy Albarre, président du groupe de travail mis sur pied dans le cadre de l'élaboration de cet inventaire, a expliqué que celui-ci permettra de rendre des avis éclairés sur les futures demandes de modifications urbanistiques (démolition, réaffectation, ...) et de prendre des mesures de protection (classement, ...) pour les sites les plus remarquables. Un dossier est d'ailleurs actuellement en cours d'instruction pour le classement de l'ancienne gare de Buzenol, qui serait la première gare classée dans la province du Luxembourg.

○ **Avenir incertain pour la gare d'Uccle-Stalle**

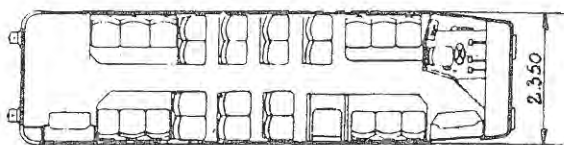
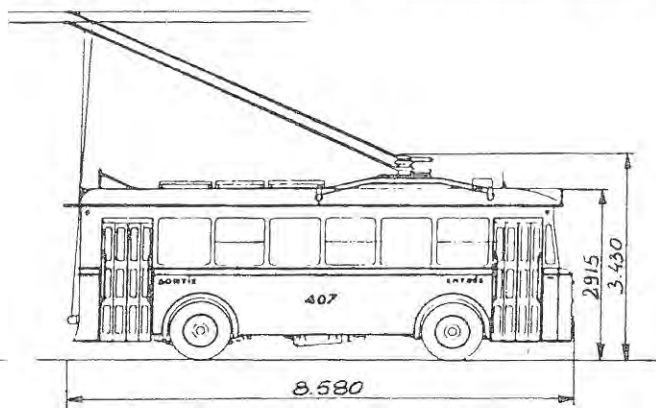
Edifiée en 1873, alors que la décision d'aménager une ligne de chemin de fer reliant Bruxelles à Charleroi venait d'être prise, la gare d'Uccle-Stalle est un des rares bâtiments à avoir conservé son architecture primitive et reste l'une des seules gares qui a su garder intacte son abri de fonte et de verre. C'est le 13 mai dernier qu'a été autorisée l'ouverture d'une enquête préalable au classement de cet édifice. Mais l'avenir du bâtiment est menacé. L'état de dégradation dans lequel il survit est des plus déplorables, tandis qu'aucun projet de réaffectation crédible n'a encore été décidé. Dans un communiqué récent, les riverains viennent de demander qu'une rénovation en profondeur de la gare soit effectuée afin de la revaloriser et d'assurer une occupation appropriée des lieux.

○ Trolleybus liégeois (1933) à sauvegarder d'urgence!

Un ancien trolleybus des Tramvays Unifiés de Liège, type TULE «T32», n°425, acheté en 1965 par un collectionneur britannique, cherche acquéreur. Le propriétaire actuel ne peut plus assurer les frais de garde. La préservation du véhicule en Grande-Bretagne est compromise. **Caractéristiques:** Trolleybus de fabrication F.N. (modele TB I de 1933), caisse et châssis en acier soudé; 7,6 tonnes, longueur: 8,580 mètres, largeur: 2,350 mètres, hauteur (perches baissées): 3,430 mètres, 30 places assises. Equipement électrique «Construction Electrique de Belgique» (C.E.B.), moteur du type D.C.T. 305/2 à deux pôles et excitation compound. **Etat de conservation:** Véhicule complet, y compris équipement électrique, nécessite peinture extérieure et quelques travaux de carrosserie, intérieur impeccable. **Prix de vente:** 1.000 £. **Evaluation du coût du transport:** (camion semi-remorque à plateau surbaissé) environ 120.000 francs belges entre Derby (G.B.) et la Belgique.

Renseignements complémentaires: Jean-Géry Godeaux, tél.: 041/25.61.11 (journée), 041/65.35.42 (soir).

30 VOITURES 1932. CONSTRUCTION F.N.-C.E.B.



Poids en ordre de marche: 7.600 kg.

○ La seconde mort du charbonnage du Bois du Cazier

Dans le cadre de la récente journée du patrimoine en Région wallonne (12 septembre 1993), l'ASBL pour la Sauvegarde du Bois du Cazier à Marcinelle a invité, une fois de plus, à la découverte de ce charbonnage. Les bâtiments, les installations et les terrils voisins ont été classés en 1990; l'ensemble présente un intérêt archéologique évident, encore accentué – il est bon de le rappeler – par la charge émotionnelle de la tragédie du 8 août 1956 qui fit 262 victimes. De nombreuses associations œuvrent avec ferveur à la préservation du site. Elles espèrent vivement que les premiers travaux de rénovation et de réaménagement du Cazier, dont la procédure de rachat serait en cours à l'instigation de la Ville de Charleroi, soient entrepris sans plus tarder. Mais, faute de moyens financiers, un certain nombre de projets ont déjà avorté et le site continue à se dégrader; c'est ainsi, par exemple, que la rouille ronge les poutrelles d'acier et ne garantit plus la stabilité des châssis à molettes («chevalements»), qui devraient être consolidés très rapidement. La Ville de Charleroi, les différents partenaires du tissu associatif et la Région wallonne manquent malheureusement cruellement de moyens pour envisager la consolidation et la restauration des structures encore en place. L'octroi de subsides extraordinaires, sollicités – apprend-on – auprès des instances européennes, permettrait d'ériger un musée de la mine au Cazier. Mais la réalisation d'un vaste espace voué à la fois au recueillement, à l'histoire et à la promenade, tel qu'envisagé par les forces vives de Charleroi, paraît toutefois très hypothétique à l'heure actuelle, d'autant plus que la procédure semble compliquée par des conflits d'ordre politique entre associations.

(D'après P. Delizée dans *La Libre Belgique*, 10 sept. 1993 Supplément, p. 4)

Publications

□ Jean-François NOLLÖMONT et Fernand CHEVALIER, **Essai d'histoire sociale dans l'industrie marbrière**. Société d'histoire régionale de Rance et Musée national du Marbre, 1989. In-8, 89 p. FB 325.

Bien que destinée essentiellement au grand public, voici – sous des aspects très modestes – une contribution assez neuve. En effet, si la littérature scientifique abonde lorsqu'il s'agit de retracer l'histoire sociale de notre pays d'hier et d'avant-hier, si certaines catégories de métiers possèdent leurs exégètes – que l'on pense, par exemple, aux travailleurs du charbon, du métal ou du verre – il est, par contre, plus difficile de dresser un tableau complet de la vie de marbrier au XIX^e siècle dans un petit village tel que Rance. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène : faible concentration ouvrière liée à la taille des entreprises, dispersion de ces entreprises dans des zones surtout rurales, dont Rance fournit un exemple caractéristique, enfin rareté des sources typiques.

De la présente contribution il appert notamment que, sans vouloir « parer de couleurs trop roses » la vie des marbriers rannois, il faut bien admettre que leurs conditions de travail et d'existence, si on les compare à celles des autres catégories d'ouvriers, paraissent relativement satisfaisantes. Certes, ces gens n'étaient-ils pas riches mais pour la plupart, ils se contentaient d'un sort qui leur garantissait emploi et subsistance, ce qui pour l'époque constituait quand même une sorte de luxe. Et au-delà de la renommée qu'elle a conférée à Rance et la région, n'est-ce pas finalement le principal apport de l'industrie marbrière que d'avoir procuré à plusieurs générations d'ouvriers et d'artisans des conditions décentes d'existence à une époque où bon nombre de travailleurs étaient en proie à la misère ? Tel est le point de vue démontré dans cet ouvrage.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Alphonse JACQUES et Adolphe PROUVEUR, **L'histoire des moulins à Namur aux XIX^e et XX^e siècles**. Jambes, Editions Edico (35, rue Mazy, 5100 Jambes), 1990, In-8, 106 p., illustrations en noir et blanc.

En 1830, la province de Namur ne possède pas de véritable région industrielle ; la plupart de ses entreprises sont disséminées sur son territoire. Parmi les activités les plus répandues le long des cours d'eau, il y a celle des moulins. Le propos des auteurs est d'évoquer l'histoire de ceux qui jalonnaient les trois vallées de Namur : la Meuse, la Sambre et le Hoyoux. Cette histoire, nonobstant une brève introduction (p. 7-9) qui n'apporte pas grand-chose de neuf, se résume à une présentation sommaire et fastidieuse – d'une à deux pages – d'une quarantaine de moulins, réalisée néanmoins à partir d'une documentation inédite puisée essentiellement dans les Archives de l'Etat de Namur (entre autres, les protocoles de notaires et l'enregistrement) ou dans des archives privées à propos desquelles on aurait aimé en savoir davantage. Quelques rares illustrations viennent rehausser cet ouvrage méritoire, sans plus. Puisse cette plaquette servir de base et surtout de tremplin à un travail vraiment scientifique sur le sujet retenu ici.

J.-P. Hx

□ Jean-Marie MOINE, **Les barons du fer. Les maîtres de forges en Lorraine du milieu du 19^e siècle aux années trente. Histoire sociale d'un patronat sidérurgique.** Nancy, Presses Universitaires, et Metz, Editions Serpenoise, 1989. In-8, 563 p., ill. FF 280.

Comme le rappelle André Gueslin, a propos du livre sous rubrique (dans *Cahiers d'histoire*, 1990, n°2, p.176), en moins de trente ans, la Lorraine industrielle s'est vue gratifiée de cinq thèses d'histoires dues à des spécialistes chevronnés. Il y a eu François Roth sur *La Lorraine annexée* (Nancy, Presses Universitaires, 1973-1976); Jean-Noël Jeanneney sur *François de Wendel en République* (Paris, Ed. du Seuil, 1975-1976), Alain Baudant sur la firme *Pont-à-Mousson* (Paris, Publications de la Sorbonne, 1980) et Gérard Noiriel sur le prolétariat et particulièrement les immigrés à Longwy (Paris, P.U.F., 1984). Voici maintenant publiée la thèse de J.-M. Moine, soutenue en 1987 devant l'Université de Nancy II.

On comprendra aisément qu'un tel travail ne peut se résumer dans les quelques lignes qui nous sont ici imparties. Disons néanmoins, avec le Professeur Henri Haag, qui consacre à cette «somme» un compte rendu détaillé (dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. 69 [1991], p. 991-994), que les sous-titres précisent l'objet du livre: il s'agit tout d'abord d'une thèse d'histoire sociale, que l'auteur définit négativement p. 13-14 comme n'étant ni une histoire économique, ni une histoire politique ou sociologique. Les limites géographiques sont la Lorraine, plus spécialement le département de Meurthe-et-Moselle, divisé en trois bassins: Longwy, Jœuf-Auboué-Homécourt, Nancy. Quant aux limites chronologiques, elles concernent surtout la période 1880-1914.

Parmi ses objectifs prioritaires, J.-M. Moine tente surtout de combler une lacune: dissiper l'ombre dans laquelle sont encore tenus les maîtres de forges lorrains, à l'exception des Wendel, et encore! Il se propose d'esquisser en quelque sorte la biographie collective du patronat sidérurgique local, désigné communément par cette expression à la fois imprécise et significative: «les maîtres de forges». A partir d'une documentation tout compte fait assez mince, il répond à quelques questions fondamentales: d'où venaient ces maîtres de forges? Comment accédèrent-ils au pouvoir? Par quels moyens s'y maintinrent-ils? Quels furent leurs rapports mutuels ainsi que leur mode de vie, leurs valeurs morales, leur politique générale? S'il fallait schématiser très rapidement les maîtres de forges lorrains de cette longue période de près d'un siècle, on dirait tout d'abord qu'il s'agit d'un type social en mutation lente et constante, du patron de la petite entreprise rurale au dirigeant de la société anonyme mobilisant capital et main-d'œuvre. Vers la fin du XIX^e siècle, on rencontre d'abord, comme première composante, un ensemble de familles nobles – tels les Wendel, les Huart, les Saintignon; ensuite, un second groupe fait de roturiers, descendants de paysans riches, parfois associés à des notaires – tels les Labbé, les Ferry, les Curicque; voire aussi des employés supérieurs ou – autre catégorie de patrons encore – les directeurs généraux. Autre caractéristique, unis pour la défense de leurs intérêts professionnels et donnant à leurs subordonnés l'image d'un groupe homogène, ces maîtres de forges demeuraient pourtant concurrents; comme l'écrit très bien l'auteur: «longue est la liste des stations du chemin de croix de l'entente entre les barons du fer» (p. 419). Tels sont fort rapidement présentés quelques coups de projecteurs sur la contribution de J.-M. Moine, qui parvient en définitive à rectifier les trop nombreuses images injustes accolées à ce patronat sidérurgique lorrain, sans pour autant proposer des «redressements» à tendance apologétique, sans pour autant s'ériger en censeur du bien et du mal.

J.-P. Hx

□ **Carrières et constructions en France et dans les pays limitrophes.** Etudes réunies par Jacqueline LORENZ et Paul BENOIT. Actes du 115^e Congrès national des Sociétés savantes. Section des sciences et Section d'histoire des sciences et des techniques (Avignon, 9-12 avril 1992). Paris, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1991. In-8, 467 p., ill., FF 300.

Cet ouvrage rassemble les 36 communications présentées lors d'un colloque interdisciplinaire tenu à Avignon en avril 1990, dans le prolongement des travaux précédents consacrés, en 1983, aux ressources minérales et à leur exploitation, et, en 1988, à l'histoire des techniques minières. Les thèmes abordés à Avignon ont porté principalement sur les méthodes d'extraction, l'aire de dispersion et la répartition des différents matériaux dans les monuments. La plupart des régions françaises ont fait l'objet d'une ou plusieurs communications et la participation de représentants de pays limitrophes (Belgique, Luxembourg, Espagne) a ouvert la voie à la constitution d'un réseau international d'étude dans le domaine de l'histoire des carrières et des matériaux de construction. De plus, des exposés reposant sur des sources écrites ont mis en lumière les anciennes techniques d'extraction et leur adaptation au gisement. Ces textes permettent aussi de découvrir des gisements oubliés ou de connaître les pierres de bâtiments aujourd'hui disparus. Les Actes de ce colloque, pour intéressants qu'ils soient, manquent malheureusement d'un fil conducteur adéquat; on pourra regretter leur aspect «patchwork», les exposés – d'inégale valeur – fusant trop dans tous les sens.

On s'en voudrait toutefois de ne pas insister sur la belle contribution de Jean-Pierre DUCASTELLE, un de nos excellents archéologues industriels sur la production scientifique duquel nous reviendrons dans un prochain numéro du présent bulletin: *Extraction et débitage de la pierre bleue. Le cas des carrières de Maffle (Belgique)* (p. 41-55, ill.). L'exemple des carrières de Maffle (Ath) montre que le travail d'extraction et de débitage de cette pierre bleue a évolué fort lentement au cours des XIX^e et XX^e siècles. L'extraction fait largement intervenir le travail manuel jusqu'en 1960; ce même travail manuel reste également important pour les travaux de terrassement. La fermeture des carrières locales vers 1965 s'explique sans doute par des problèmes liés à l'évolution des sociétés et des familles qui les possédaient. Pour rester concurrentielles, les entreprises auraient été contraintes de se doter d'un équipement moderne et de réaliser d'importants investissements, mais leur situation financière rendait impossible ces transformations. – Quant à Eric GROESSENS, il envisagea *Les marbres et pierres blanches de Belgique* (p. 65-78). Renommée pour ses marbres depuis très longtemps, la Belgique a produit des dizaines de variétés différentes et était, jusque vers le milieu de ce siècle, un des principaux producteurs mondiaux. Notre pays est, par contre, un petit producteur de pierres blanches, encore que celles-ci aient acquis leurs lettres de noblesse depuis la période gothique, pendant laquelle nombre d'hôtels de ville et de cathédrales ont été érigés dans ces matériaux.



Maffle. Découpage d'un bloc au fil hélicoïdal au chantier Gain-Bougard en 1976.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Claude CARLIER, **L'affaire Clément Ader. La vérité rétablie.** Paris, Editions Perrin, 1990. In-8, 267 p., illustrations en noir et blanc. FF 135.

Si le nom de Clément Ader est connu, son œuvre et sa personnalité restent encore ignorées. Inventeur, constructeur, expérimentateur, écrivain visionnaire et passionné, qualifié de «père de l'aviation», créateur du mot «avion», Ader, né près de Toulouse en 1841, doit sans doute à ses succès dans la téléphonie d'avoir trouvé les moyens d'entreprendre le premier aéroplane à moteur, l'Eole, et d'en être le premier pilote d'essai. Il s'intéressa également avec talent au télégraphe, à l'automobile, au dirigeable et au bateau-glisser. Mais pourquoi avoir intitulé «L'affaire Clément Ader» cette biographie réalisée avec l'aide des chercheurs du Centre d'histoire de l'aéronautique et de l'espace de la Sorbonne ? Parce que, depuis un siècle, depuis les essais en 1890 de l'Eole, la chauve-souris géante d'Ader, la France revendique l'honneur du premier vol d'un engin à moteur et que cette prétention est contestée, notamment par les Etats-Unis qui affirment que le premier vol a été réalisé en 1903 par les frères Wright. La querelle et les procès afférents ont, du reste, fait l'objet de nombreuses interprétations erronées (cfr. chap. VI: «Les procès Wright», p. 119-133).

Tout en s'attachant à cerner la personnalité et les multiples activités d'Ader, Cl. Carlier s'est livré, en ce centième anniversaire d'Eole, à une enquête rigoureuse sur les différents essais de la fameuse chauve-souris et, notamment, sur les expérimentations secrètes et controversées de l'«avion n°3» en 1897. Il s'efforce de rétablir la vérité historique en s'en tenant aux faits incontestables et en s'abstrayant de tout chauvinisme (à la différence de certains biographes!). Il s'est fondé sur des archives dont l'examen a montré qu'elles n'avaient pas été analysées ou consultées sérieusement. Bref, un travail tout en nuances sur un homme qui, mû par une foi inébranlable dans le plus lourd que l'air, restera un des pères de l'aviation.

Rappelons que, docteur ès lettres, Claude Carlier est directeur du Centre d'histoire de l'aéronautique et de l'espace à l'Université de Paris I, Pantheon-Sorbonne. Il a publié en 1983 *L'aéronautique française, 1945-1975* (Lavauzelles).

J.-P. Hx



L'avion n°3 d'Ader avec les ailes repliées.

□ Marc DAHLSTRÖM. **Vapeur au Portugal**. Auto-édition, 47 rue André-Henriat, BP 2, F-89220 Rogny-les-Sept-Ecluses, 1989. In-8 à l'italienne, 176 p., illustrations en noir et blanc et en couleurs. FF 290.

Le Portugal, pays d'une superficie de quelque 89.000 km² et essentiellement orienté vers l'activité maritime, ne ressentit qu'assez tard le besoin de se doter d'un réseau de chemins de fer. Ce n'est, en effet, qu'en 1856 que fut inauguré le tronçon Lisbonne-Carregado, soit 43 km à voie normale en direction de l'est vers la frontière espagnole. En 1864, fut mise en service la liaison Lisbonne-Porto. En 1873, toutes les villes importantes du pays étaient desservies par le chemin de fer et la construction des voies ferrées poursuivit son expansion, surtout pour la voie métrique. En 1930, l'«Etat Nouveau» (*Estado Novo*) du Premier Ministre Oliveira Salazar arrêta un vaste plan de construction de voies ferrées nouvelles, soit 1.200 km en voie large et près de 2.000 km en voie métrique. A l'apogée de la traction à vapeur, il y eut un maximum de 400 locomotives sur la voie large et 80 sur la voie métrique. La traction à vapeur s'éteignit en mars 1977 sur la voie large et, sur la voie métrique, les dernières Mallet roulèrent jusqu'en 1986.

Avec ses documents personnels et ceux d'autres amateurs, M. Dahlström consacre ici, après deux albums parus antérieurement sur les chemins de fer français et espagnols, un recueil de photographies prises au Portugal quand la vapeur était encore omniprésente, c'est-à-dire entre les années 1961 et 1986. En 204 photos noir et blanc et 55 en couleurs, on y voit à l'œuvre, notamment, des Pacific et des Ten Wheels aussi propres qu'au jour de leur sortie de construction, et cela dans des paysages souvent très beaux. — Un ouvrage vraiment superbe !

J.-P. Hx

Vie de l'association

○ Visite de P.I.W.B. à l'Ecomusée de la Région Fourmies-Trélon

Le 18 septembre dernier une solide délégation de P.I.W.B. faisait une incursion hors-frontières, cette fois en France, à l'entrée du Nord-Pas-de-Calais, plus exactement en Avesnois. Objectif: la visite de l'Ecomusée de la région Fourmies-Trélon.

Composé de neuf sites ouverts au public (d'autres sont en projet), cet ensemble «éclaté» est une mosaïque consacrée à la mémoire de la population et des activités d'une région à vocation industrielle ancienne, mais très marquée par la ruralité. Créé en 1980 dans la ligne de pensée et avec la collaboration de Georges-Henri Rivière, l'Ecomusée de Fourmies-Trélon draine quelque 80.000 visiteurs par an, dont beaucoup viennent de Belgique. Les modes de vie et les mentalités qu'il évoque n'ont-ils pas nombre de points communs avec ceux du sud-ouest de notre pays, tant les conditions économiques et sociales furent marquées, de part et d'autre de la frontière de 1830, par une même culture industrielle et proto-industrielle? La filature de la laine, le travail du verre, la domestication des énergies naturelles au rythme lent des campagnes

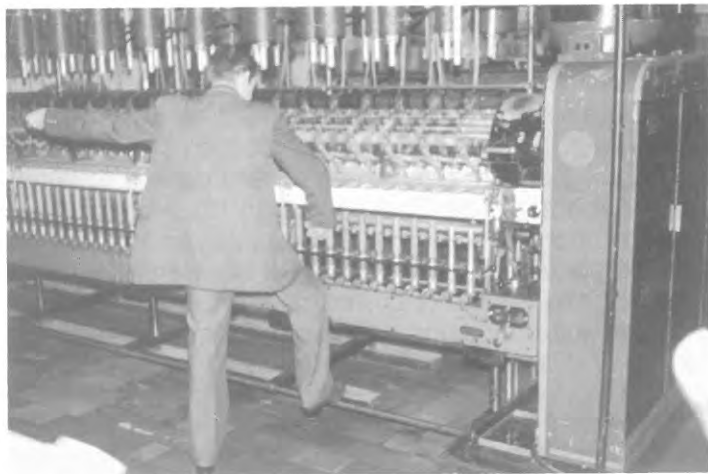
bocagères se font écho des deux côtés d'un tracé politique dont les signes extérieurs eux-mêmes s'estompent désormais dans l'archéologie de l'Europe d'hier. Et aux fusillades de Fourmies répondent celles du bassin de Charleroi, au temps des luttes sociales...

L'accueil empressé et chaleureux de MM. Patrice RIGAUT, président, Marc GOJJARD, directeur et Philippe PEYRE, conservateur, fournit l'occasion de recueillir leurs impressions vécues sur la création, l'organisation et la gestion d'un tel ensemble. Ainsi furent établies, par le jeu des questions et des réponses, des comparaisons utiles entre le mode de fonctionnement d'organismes similaires dans les deux pays voisins.



**Vue partielle du Musée du Textile
et de la Vie sociale (Fourmies).
(Photo de l'Auteur)**

Après un déjeuner pris en commun, la première visite de l'après-midi fut effectuée au **Musée du Textile et de la Vie sociale de Trélon**. Etabli dans l'ancienne filature Prouvost-Masurel (1874) – à laquelle sa cheminée, évoquant curieusement un «gâteau de mariage», confère un cachet particulier – ce musée renferme, d'une part, un ensemble de machines à peigner, filer et tisser allant des années 1890 à 1950.



Un geste du métier: le rebobinage d'un fil cassé (Photo de l'Auteur).



Quand le soufflage du verre devient un jeu d'enfant...
(Atelier-Musée du Verre de Trélon, photo de l'Auteur).

Plusieurs sont en état de marche et la démonstration nous en fut faite par un contremaître enthousiaste, dont le sens didactique égalait la passion du métier. La seconde partie du musée est une évocation de la vie sociale du terroir, à travers la reconstitution d'une série de lieux caractéristiques: estaminet, boutiques, intérieur ouvrier, salle de classe, officines d'artisans, etc..., le tout abondamment pourvu d'objets et d'instruments qui retracent de surcroît, les conditions matérielles de la vie d'antan. La visite suivante fut pour l'**Atelier-Musée du Verre de Trélon**, où l'ancienne usine Parant a été partiellement réaffectée à l'explication et aux démonstrations du travail verrier, notamment l'antique technique du verre soufflé à la bouche. Un four Boetius (vers 1850) et un Stein (vers 1920) permettent de comparer les équipements de jadis, tandis que d'autres, plus récents, perpétuent aux yeux du visiteur, la fabrication de la verrerie noire et blanche qui avait fait les beaux jours de l'industrie locale. Un grand merci aux dirigeants de l'Ecomusée pour leur accueil au sein d'un patrimoine industriel et humain vivant, et à M. Philippe Peyre pour son accompagnement compétent et dévoué.

C. GAIER

○ Notre président Claude Gaier. Directeur du Musée d'Armes de Liège depuis 1975, vient d'accéder à la présidence de l'Association internationale des musées d'armes et d'histoire militaire, une association qui regroupe 260 musées répartis à travers 50 pays du monde. Dans cette association, le Musée de Liège et le Musée royal de l'armée et d'histoire militaire de Bruxelles côtoient les plus grands musées: le Metropolitan de New York, l'Ermitage de Saint-Petersbourg, les Invalides de Paris, la Tour de Londres, etc...

Claude Gaier est administrateur de ladite association depuis 1975. Par sa nomination à la présidence, c'est certes le Musée liégeois qui possède une des plus grandes collections d'armes à feu portatives avec plus de 12.000 pièces – qui est mis à l'honneur, mais c'est surtout la reconnaissance scientifique d'un des meilleurs spécialistes actuels des armes, avec à son actif quelques ouvrages dont on ne parle qu'au superlatif et de très nombreux articles érudits. Le nouveau président organisera, en 1996, en Belgique et en partie en Hollande le congrès de «son association».

Tous les membres du PIWB se réjouissent de l'importante – mais combien méritée – nomination de Claude Gaier et le félicitent chaleureusement. *Proficiat!*

La Rédaction

L'ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE À L'HONNEUR EN 1994

Dans une conférence de presse, tenue au château de Jehay le 12 septembre, le ministre R. Collignon a d'ores et déjà annoncé que le thème de la **JOURNÉE DU PATRIMOINE 1994** en Région Wallonne sera consacré au Patrimoine Industriel... caractéristique d'une tranche considérable de l'histoire wallonne.

Le Ministre a également fait part de sa volonté de lui consacrer un effort exceptionnel l'an prochain.

Qu'on se le dise !



○ **Ouverture du Musée du Val Saint-Lambert**

Prolongeant sa politique d'ouverture vers le public et le tourisme, la cristallerie du Val Saint-Lambert vient d'inaugurer son propre musée, réalisé en collaboration avec celui du Verre, situé à Liège, à l'arrière du Musée Curtius.

Assez bizarrement, il n'existait pas de collection officielle des productions de la très célèbre manufacture de Seraing. C'est aujourd'hui chose faite et, qui plus est, accessible à tous. C'est ainsi qu'on peut admirer, selon une progression chronologique, un ensemble de pièces appartenant pour partie aux propriétaires du Val et pour une autre au Musée du Verre, qui y trouve une vitrine supplémentaire pour les richesses de ses réserves. Cet ensemble, rassemblant Liège et Seraing dans l'éclat du cristal, a trouvé son écrin dans un bâtiment désaffecté du Val, la maison Deprez. Le musée est ouvert toute l'année, de 10 à 17 heures, même le week-end. Fermé le lundi. Prix de l'entrée individuelle: de 125 à 200 F.

○ **Le Musée de la Photographie et Archives de Wallonie** invitent les amateurs du Patrimoine Industriel à l'exposition consacrée à LUC VAN MALDEREN «Architectures industrielles», ouverte du 25 septembre au 28 novembre 1993.

11, av. Paul Pastur, 6032 Charleroi Mont-sur-Marchienne, téléphone: 071/43.58.10 - fax: 071/36.46.45. Ouvert tous les jours de 10 à 18 h, sauf les lundis et jours fériés.

○ Un **Programme international de formation au Patrimoine Industriel** est organisé, en 1993/1994, par l'Ironbridge Institute et l'Université de Birmingham. Les lecteurs intéressés peuvent s'adresser à The Iron Bridge Institute
Iron Bridge Gorge Museum
Telford Shropshire TF 87 AW
Tél.: 0952/432751.

○ **Journées d'étude «Muséologie technique» 1993-1994**

Dans le cadre des initiatives prises actuellement pour développer la recherche en muséologie scientifique et technique (programme REMUS), le Conservatoire national des arts et métiers organise, pour la quatrième année consécutive, une série de journées d'étude sur la muséologie technique.

L'objectif est la mise en commun des expériences respectives des muséologues et conservateurs, des historiens et des autres spécialistes travaillant dans le champ des techniques, pour réfléchir aux possibilités nouvelles d'application offertes par le projet de rénovation du Musée national des techniques. Cette année, la réflexion sera menée sur les musées scientifiques et techniques et leurs publics.

6 décembre 1993	Musées et handicapés
10 janvier 1994	Musées et enfants
7 février 1994	Les associations d'Amis des musées
21 mars 1994	Les langues au musée
9 mai 1994	Les réserves visitables

Des intervenants sont invités à présenter des communications qui sont le point de départ d'un débat. Ces séances ont lieu le lundi aux dates indiquées, de 14 h à 17 h 30. Un programme détaillé sera envoyé avant chaque journée.

Informations et inscriptions

Mme Michèle Bachelet, Musée national des techniques/CNAM
292 rue Saint-Martin - 75003 Paris - Tél. (1) 40 27 24 41.

○ Archives Nationales: inauguration du Centre des Archives du Monde du Travail et 33^e Congrès des Archives de France

Premier établissement national spécialisé dans la collecte, la conservation et l'utilisation des archives économiques et sociales, le Centre des archives du monde du travail est désormais accessible à Roubaix, dans les locaux de l'ancienne usine Motte-Bossut, l'un des «châteaux de l'industrie» du siècle dernier. Le bâtiment a été classé à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 1978, alors que son activité industrielle s'est continuée jusqu'en 1981. Sa nouvelle affectation a été décidée en 1983, en même temps qu'une série de mesures destinées à sauvegarder les archives d'entreprises qui présentent un intérêt historique. Il a été aménagé par l'architecte Alain Sarfati (cabinet Area). Il comporte de larges espaces pour l'accueil du public (salles de consultation, d'expositions et d'animations scientifiques, culturelles ou économiques) et il pourra abriter 50 km d'archives.

Les principaux fonds conservés au Centre des Archives du Monde du Travail sont par domaines d'activités:

Cabinet d'architectes: *Fonds de l'architecte Mollet (1920-1975):* dossiers et plans de bâtiments publics et privés de la région lilloise.

Construction métallique: *Fonds Paindavoine frères (1920-1965)*: nombreux dossiers techniques et plans d'ouvrages en charpente métallique réalisés dans toute la France et ses colonies.

Construction mécanique: *Fives-Cail-Babcock (1876-1964)*: plans du service ponts et charpentes; collection de la revue «Le Génie Civil» (1881-1952); collection de la revue technique de l'Exposition universelle de 1889; importante bibliothèque technique.

Construction navale: *Chantiers du Nord et de la Méditerranée (1899-1988)*: documents sociaux, archives audio-visuelles et plusieurs milliers de plans de bateaux retraçant près d'un siècle d'architecture navale.

Exploitation de magasins populaires: *Coopérateurs d'Escaut et Sambre, Coopérateurs de Flandre et d'Artois et Coopérateurs de Sin-le-Noble (1908-1986)*: actes de constitution, réunions des sociétaires, dossiers sur l'activité commerciale et sur la vie sociale des coopérateurs, matériel publicitaire, photos, documents audio-visuels.

Fabrication de peintures et vernis: *Morcolor*, usine de Thumesnil (1920-1965): collection d'étiquettes et d'échantillons; documents sur les clients et les produits de l'usine.

Société des couleurs zinciques, de Bouchain (1925-1978): documentation propre à la profession, archives comptables et du personnel.

Imprimerie: *Lefèbvre-Ducrocq*, Lille (1885-1961): documents sociaux.

Dehon, Valenciennes (1920-1990): correspondance, dossiers de fabrication, très riche collection d'imprimés publicitaires.

Meunerie: *Chambre Syndicale des Meuniers du Nord de la France (1935-1989)*: archives propres à la Chambre syndicale et documents provenant d'autres syndicats, de sociétés adhérentes et de comités de la profession: dossiers sur 220 moulins du Nord et du Pas-de-Calais.

Mutuelles: *Union Générale de la Mutualité du Nord (1881-1991)*: archives de l'Union (assemblées générales, dossiers des commissions, Comité départemental de coordination) et archives de douze mutuelles du Nord (statuts, fichier d'adhérents, participation à la vie locale).

Sucrierie: *Sucrierie et Distillerie de Solesmes (1851-1984)*: statuts, conseils et assemblées, plans et catalogues des fournisseurs.

Sucrierie de Montcornet et de Saint-Germainmont, Aisne (1886-1988): statuts, conseils et assemblées, dossiers des planteurs, archives comptables.

Textile: *Motte-Bossut (1843-1983)*: filature et tissage de coton, filature de laine et manufacture de velours: constitution de l'affaire, conseils et assemblées, plans, photos, archives comptables et du personnel.

Le Blan et Le Blan-Filauchy (1876-1983): filatures de coton: dossiers sur les bâtiments, les cités ouvrières et le matériel d'exploitation, archives comptables et du personnel, dossiers commerciaux et nombreux documents photographiques.

Vrau (1945-1965), filerie de lin: dossiers de clients.

Travail des métaux: *Boulonnerie de Thiant (1899-1992)*: conseils d'administration, archives comptables et dossiers commerciaux.

Fonds divers: Trois fonds de prêtres ouvriers.

Fonds Camusat: ensemble rare de littérature ouvrière (livres, revues).
Brochures et publications syndicales.

Appel à tous

(« Bulletin » du P.I.W.B.)

Nous cherchons de la matière rédactionnelle sur:

1. Articles et notes.

2. Publications et informations.

(livres / revues / actes / mémoires de fin d'études / revues de presse / notes de lecture).

3. Protection.

(classements / législation / projets de réhabilitation / menaces et destruction).

4. Agenda.

(expos / manifestations / congrès / informations diverses / annonces).

5. Vie de l'association.

(rapports et administration P.I.W.B. : personalia / divers).

N.B. (les rubriques seront remplies en fonction des envois et des circonstances).

L'**échéance** des envois pour le n°**27** est fixée au 30 janvier 1994.

Merci!

Nous n'assumons aucune responsabilité en ce qui concerne les opinions émises et les illustrations utilisées par les auteurs.

Les auteurs d'articles ont droit à dix exemplaires justificatifs du bulletin.

Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles

Association sans but lucratif – siège social:

Musée d'Armes, Quai de Maestricht 8, B-4000 Liège (Belgique)

Tél. 041/21.94.16 ou 17 - Fax: 041/21.94.01

Conseil d'administration

Président: Claude GAIER

Vice-Présidents: Jacques LIEBIN

Jean-Jacques VAN MOL

Secrétariat: Jean DEFER

Trésorier: Jean DEFER

Membres: Claude-M. CHRISTOPHE, André DAGANT, Henri-Joseph DELREE,
Jean-Pierre DUCASTELLE, Jean-Pierre GAILLIEZ, Luc-F. GENICOT,
Roger MOSSERAY, Mme A. SPITAELS, J.C. SCHUMACHER,
Guido VANDERHULST, Mme WILLEMS.

Cotisations annuelles

Membre individuel effectif: 500 FB

Associations culturelles: 750 FB

Associations commerciales: 1.000 FB

Membres protecteurs: 3.000 FB

A verser au compte 068-2019930-29 de l'A.S.B.L.

Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles,

8, Quai de Maestricht, 4000 Liège.

Bulletin périodique trimestriel

Publié avec l'aide de la Communauté Française

Rédaction: Luc-F. GENICOT ou Jean-Pierre HENDRICKX, c/o C.H.A.B.

Collège Erasme, place Blaise Pascal, 1,

B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

Tél.: 010/47.48.73 ou 47.49.19 ou 47.45.89

Fax: 010/47.38.95

René BRION

73, Berkendallaan - 1800 Vilvoorde

Tél.: 02/267.25.53

Editeur responsable: Claude GAIER

35/11, rue F. Lapierre

B-4620 FLERON